1.50F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

amedi 20 décembre 1975

«LA PRAVDA» RAPPELLE MARCHAIS A L'ORDRE

On se souvient qu'il y a une semaine, la télévision avait diffusé un reportage sur un camp de concentration en URSS, montrant ainsi à des millions de personnes un petit aspect de la réalité du fascisme qui règne aujourd'hui dans ce pays.

Evidemment, cela ne pouvait pas plaire du tout à la clique fasciste qui opprime les peuples d'Union soviétique. Ils voudraient donner de l'URSS l'image d'un pays «socialiste», «pacifique», pour mieux tromper les peuples.

Aussi «La Pravda» de jeudi attaque-t-elle violemment la télévision française «qui se livre de plus en plus souvent à des sorties antisoviétiques et anticommunistes». «La Prayday ajoute :

«On ne peut pas ne pas exprimer d'étonnement devant le fait que dans les années 70, lorsque le climat des rapports internationaux s'est amélioré et que les rapports entre l'URSS et la France ont pris un caractère constructif, la télévision française se livre de plus en plus souvent aux sorties antisoviétiques et anticommunistes les plus sales, ne s'arrétant pas devant l'utilisation de faux grossiers.»

Ces messieurs nous ont habitués à les entendre parler «d'antisoviétisme» et «d'anticommunismen quand leurs crimes sont mis à jour. Ils voudraient qu'au nom de la prétendue «détente» la télévision française donne de l'URSS l'image 'qu'ils veulent en donner, qu'elle soit à l'heure de Moscou. La «détente» cela signifie pour eux cacher leur véritable visage, se taire devant leurs crimes. Quant au qualificatif de «faux grossier» concernant ce film, ils sont bien en peine de l'étayer. Et d'ailleurs comment le pourraient-ils alors que parviennent de plus en plus de témoignages sur leurs camps de concentration et leurs asiles psychiatriques ? Tout ce qui les démasque est un «faux grossier».

Mais «La Pravda» n'en reste pas là et ajoute

«Un étonnement plus grand est provoqué par le fait que certains parmi ceux qui ont toujours donné une digne réplique à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme, aient cru en cette nouvelle action provocatrice, et ce faisant aient contribué volontairement ou non au grossissement de cette sortie antisoviétique.»

Il est clair que cette remontrance s'adresse aux dirigeants du PCF. Car qui d'autre en effet a «toujours donné une digne réplique à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme» tel que l'entend Brejnev ?

On se souvient que le Bureau politique du PCF, après la diffusion de ce reportage, avait dù faire part de son sétonnement» et de sa tréprobation»... au cas où il n'amènerait pas de démenti soviétique.

(Suite page 8)

Conférence Nord-Sud

PREMIERE VICTOIRE **DUTIERS MONDE**

Le temps n'est plus où l'impérialisme faisait la pluie et le beau temps sur notre globe Aujourd'hui, l'heure est venue où l'on voit des pays impérialistes, dont une superpuissance, s'asseoir autour d'une table face à 19 pays du tiers monde. La première phase de la Conférence Nord-Sud qui a pris fin vendredi matin sanctionne cet état de faits : l'impérialisme peut de moins en moins imposer son diktat, il s'écroule

A l'issue des trois premières séances, il apparaît clairement que les pays du tiers monde ont marqué un point. C'est une première victoire. Ils ont déjoué et se sont opposés avec succès aux manœuvres de l'impérialisme visant à bloquer le dialogue pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. C'est une première victoire, mais les batailles à venir promettent d'être encore plus acharnées. L'on abordera alors les problèmes de fond, et pas seulement les questions de procédure, ou celles des moyens pour progresser dans le dialogue Nord-Sud

Il est par conséquent inévitable que les puissances impérialistes, notamment l'impérialisme US, redoublent d'efforts pour sauvegarder leurs intérêts. Inévitable aussi que l'autre superpuissance, le social-impérialisme russe, qui ne participe pas à la conférence, cherche néanmoins à y exercer des pressions. En tant qu'impérialiste, et plus encore en tant que superpuissance agressive, ses intérêts sont menacés. Ne cherche-t-elle pas déjà, comme jeudi soir par la voix de l'agence Tass, à faire croire que la Conférence Nord-Sud a commencé par une «forte polémique» et qu'elle se termine sur des «dissensions» ? Ne cherche-t-elle pas à exercer des menaces et à faire des pressions sur des pays du second monde comme la France pris, pour reprendre les termes du journal iranien Ayandegan, entre «la puissance diminuée» des USA et «l'hégémonie soviétique» ? L'intérêt de la superpuissance impérialiste russe est que le dialogue Nord-Sud s'arrête là. Il est sûr qu'il ne ménagera pas ses peines pour le saborder. De grandes batailles attendent les pays du tiers monde, de grandes victoires aussi

(Voir article page 8)

Au sommaire

Reims: 8 semaines de lutte dans un foyer maternel p. 2
Usinor à Trith St-Léger : des membres de la
direction séquestrésp. 3
«DOM-TOM»: une seule solution, l'indépendancep. 4
Angola: vers une internationalisation du conflit
Développement agricole en Chine : encore une
bonne récolte à Tatchai
Conférence Nord-Sud : l'impérialisme ne
fait plus la loip. 8



LES LIBERTES ET RHONE-POULENC

«Sur les pages d'un cachier», pour reprendre l'expression de M. Defait, auteur de l'article sur Rhône-Poulenc Vitry dans l'Huma dimanche, les travailleurs de cette usine pourraient en écrire beaucoup à propos des pratiques de certains militants du PCF dans l'entreprise. On pourrait s'insurger contre la falsification et la récupération politique dans cet article... Laissons faire! Le parti de Marchais se démasque tout seul dans un style «gentillet» et de faux paternalisme, profilant sa campagne sur les «libertés», ses pétitions, sa préparation au 22ème congrès entre la description d'une répression patronale qui se voudrait «fatale» et un mépris des travailleurs incapables d'agir qui verraient leurs «perspectives obscurcies» par cette répression.

C'est là-dessus, sur un climat répressif auquel le PCF et les dirigeants de la CGT ont largement contribué, créé à la suite de l'action de plusieurs centaines de travailleurs contre deux licenciements arbitraires, qu'est décrit l'esprit de «responsabilité» de ces faux communistes «qui ont ce souci de décortiquer les paradoxes pour prendre appui sur une réalité aux apparences contraires» ! (ainsi dit).

M. Defait, on le comprend bien, s'est arrêté, pour faire son «enquête», à l'interview de Bezian, Verdier, secrétaires CGT et de ces quelques faux communistes du parti de Marchais. Mais qu'il aille donc voir les ouvriers de l'atelier du PM 026 très actifs pendant la lutte contre les licenciements, qu'il aille donc voir ceux qui ont été licenciés frappès par la répression patronale, ils lui diront la vérité sur les agissements d'un tel parti qui se prétend «défenseur des libertés».

Collaboration ou lutte de elasse ? C'est là-dessus qu'est la bataille d'idées qui chez Rhône-Poulenc se situe à un niveau que peu de boites connaissent comme le dit si bien le secrétaire CGT. Et pour cause! Les dirigeants du PCF et de la CGT sont mis en accusation dans la dernière lutte qui a été menée contre les licenciements : travailleurs ne sont pas prêts à se mobiliser, il faut arrêter l'action, il faut reprendre la lutte sous d'autres formes...» Voilà ce qu'ont entendu des centaines de travailleurs en train de retenir le chef du personnel dans son bureau pour exiger l'annulation des licenciements. Beau travail de sape!

Qui a permis le soir aux flics de venir pour expulser les grévistes en s'assurant avant toute chose que la CGT n'était pas dans le coup. Un «cachier des libertés» pour revendiquer la liberté, la démocratie, quelle belle idée n'est-ce pas ? La profusion des «idées», des tracts, des journaux (il y a en moyenne 1 ou 2 tracts PCF-CGT par jour diffusés à la porte de l'usine), bref, l'activisme, que permet un appareil technique riche et bien au point, ne pourra faire oublier aux travailleurs de l'usine la réalité des choses :

La démocratie bafouée par Bézian en personne, lors d'assemblées générales, appelant les travailleurs à ne pas voter sur le choix d'une action, cassant l'accord passé la velle avec les autres organisations syndicales sur les propositions d'action.

 Les ingérences dans les affaires intérieures de la section CFDT, cherchant à opposer les «véritables» syndicalistes des «faux».

 Le refus de discuter en intersyndicale avec des délégués CFDT sous prétexte qu'ils sont des marxistes-léninistes.

Allons M. Detait, tous ces actes vous avez oublié d'en parler, nous aurions pourtant vu le vrai visage du PCF: «Un colosse aux pieds d'argile».

> Les ouvriers marxistes-léninistes de Rhône-Poulenc Vitry

8 SEMAINES DE LUTTE-

au foyer maternel «Le Renouveau» de Reims

Le fayer maternel «Le Renouveau» de Reims accueille des jeunes mères célibataires enceintes ou avec leur enfant, afin de les aider à surmonter les nombreuses difficultés d'une maternité non souhaitée qu'elles assument souvent seules. L'équipe de six éducateurs qui travaille au foyer s'est donné pour tâche d'amener les jeunes mères à une prise de conscience de leurs problèmes afin qu'elles puissent choisir librement le statut social où elles se reconnaîtront (mère célibataire ou femme mariée, etc...). Mise à l'écart des circuits sociaux habituels, l'adolescente enceinte subit une répression sociale constante, de la famille à l'école, de l'agence immobilière à l'usine, du café à la rue : sans soutien, sans prise de conscience claire de ses propres problèmes, il lui sera difficile de trouver un travail stable, de résoudre ses problèmes affectifs.

Le foyer maternel est géré par l'association «Le renouveau» qui dirige également deux autres établissements à Reims : un foyer de jeunes travailleuses (Barbâtre) et un foyer de semi-liberté (Croix-Rouge).

Le conseil d'administration chargé de la gestion du foyer est composé de gens dits «de gauche» qui appartiennent par ailleurs à différents partis ou organisations : PSU, CFDT, CGT, ACO (Action catholique ouvrière), et qui refusent (dans les mots) le statut de patron en proposant l'autogestion.

L'ORIGINE DU CONFLIT

Les trois foyers ont eu une relative indépendance jusqu'en novembre 1975, date à laquelle une restructuration des équipements et de la gestion a été mise en place : responsabilité du budget du foyer maternel retirée à l'équipe d'éducateurs et confiée à un secrétaire administratif, mise en place d'une directrice qui supervise les trois foyers, etc., l'autogestion est enterrée!

Cette restructuration est accompagnée d'une menace de fermeture du foyer maternel : elle est aussi l'expression d'un désaccord profond entre le conseil d'administration de l'association et l'équipe d'éducateurs en ce qui concerne les méthodes pédagogiques. En effet l'association veut gérer le foyer comme un foyer de jeunes travailleuses classique alors que le travail de l'équipe d'éducateurs ne peut être efficace qu'à long terme.

Cette hostilité du conseil d'administration envers le travail des éducateurs l'amène à vouloir licencier un des éducateurs en s'appuyant sur un article de la convention collective qui n'avait jamais été appliqué (il concerne les contrats de travail et de la formation des pré-stagiaires) : c'est une attitude patronale et il faut la dénoncer avec d'autant plus de force qu'elle vient de militants «de gauche» qui prétendent vouloir lutter contre les licenciements!

Ils doivent choisir la «casquette» qui leur va le mieux : celle de patron ou de syndicaliste!

HISTORIQUE DE LA LUTTE

- 10 octobre : un éducateur reçoit une lettre recommandée annonçant son licenciement.
- 4 novembre : les éducateurs du foyer maternel se mettent en grève pour la réintégration de l'éducateur licencié, pour la reconnaissance de la pédagogie appliquée au foyer, contre les contrats de travail abusifs (le conseil d'administration veut déplacer à sa guise les éducateurs sur les trois éta-

blissements, contre l'incompétence pédagogique du conseil d'administration.

- 17 novembre : réunion au cours de laquelle l'inspecteur du travail présent demande la réintégration de l'éducateur licencié.
- 18 novembre : suspension de la grêve pour favoriser le dialogue avec le conseil d'administration.
- 21 novembre : le conseil d'administration accepte la réintégration.
- 28 novembre : le conseil d'administration refuse à nouveau la réintégration par lettre recommandée!
- LA LUTTE CONTINUE sous des formes diverses, avec l'appui d'autres éducateurs, de travailleurs qui sont invités à rejoindre le Comité de soutien.
- Popularisation : distribution de tracts sur les marchés rémois. Des réunions ont eu lieu avec les éducateurs de deux autres foyers de l'association et dans d'autres foyers de la Marne. Des discussions sont en cours avec de nombreux militants, dont ceux de l'Union locale CFDT pour dénoncer l'attitude des patrons «de gauche» de l'association «Le renouveau».
 - Appel à un soutien financier*.
- Proces intenté pour rupture abusive de contrat de travail.

Correspondant H.R.

^{*} Pour soutenir financièrement et politiquement, la lutte envoyer lettres, mutions de soutien au Foyer Maternel, 5 Rue St-Pierre des Dames, 51100 Reims.



A ANGERS, LES FLICS AGRESSENT LES GRÉVISTES DE L'USINE D.B.A.

Le 9 décembre dernier, plus de 700 des 1 300 travailleurs de l'usine DBA d'Angers dans le Maine-et-Loire se mettaient en grève illimitée, pour une augmentation uniforme de 300 F et des améliorations de leurs conditions de travail.

Ce même jour pour lutter de façon plus efficace, une partie d'entre eux commençait à occuper le quai d'expédition de l'entreprise interdisant de cette façon l'arrivée des matières premières comme le départ des produits finis (garniture de freins).

Le 15, jugeant en référé, le tribunal de grande instance d'Angers ordonnait l'évacuation de l'usine. Dans la nuit de mardi à mercredi, cette décision devait être éxécutée, les CRS intervenant en force dans l'entreprise.

Cet exemple vient s'ajouter à la liste déjà longue des grèves contre lesquelles la bourgeoisie n'a pas hésité à opposer ses forces de répression. Il prouve qu'en engageant la lutte les travailleurs doivent se préparer à opposer massivement leur juste violence de classe à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

GREVES SUR LES CHANTIERS DE LA SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS BACCI

La société de travaux publics Bacci emploie 2 700 travailleurs en France et possède plusieurs filiales à l'étranger. Récemment elle a été mise en liquidation judiciaire. La perspective qui s'offre donc à court terme aux ouvriers qui y travaillent c'est le chômage. Aussi, un peu partout se préparent-ils à entrer en lutte contre cette mesure imposée par la bourgeoisie.

Déjà, depuis le 11 décembre, les chantiers de la société à Paris, dans le 12ème, sont arrêtés. Le 16, ce sont les 326 travailleurs de l'usine Bacci d'Épinal dans les Vosges, qui ont cessé le travail. Ils ont aussitôt commencé à occuper les locaux de l'entreprise, qui devrait en principe fermer ses portes le 6 janvier prochain.

Non au chômage, non à tout licenciement, voilà le juste mot d'ordre sur lequel les travailleurs de la société de travaux publics Bacci sont décidés à se battre jusqu'au bout. SAINT ETIENNE

Conférence de presse de la

Réunion nationale des élèves infirmières

Venus de toutes les régions de France, 120 élèves infirmiers (ères) représentant quelque 60 écoles se sont réunis les 13 et 14 décembre au Foyer Clairvivre de St-Étienne (Loire).

Cette réunion nationale a débuté par la présentation détaillée de chaque école participante. Ce n'était pas qu'une simple formalité, car en réalité, chaque école ayant ses propres règles et son propre fonctionnement, il règne dans la formation des infirmiers et infirmières l'anarchie la plus complète. Celle-ci est soigneusement entretenue dans l'espoir d'éviter tout mouvement unitaire. Mais en fait, le dynamisme de la jeunesse est plus fort que les manœuvres d'arrière-garde du pouvoir, et il faut saluer dans la tenue de cette réunion nationale une grande victoire des élèves infirmiers (ères). Le combat qu'ils menent vient de passer du stade individuel, local et régional au stade national.

STATUT «ÉTUDIANT» OU STATUT DE «TRAVAILLEUR» ?

L'ordre du jour comportait aussi le débat sur le statut que veulent se donner les élèves infirmiers (ères), car rien n'existe dans ce domaine et c'est l'arbitraire qui fait la loi. Rejetant le «statut étudiant» l'énorme majorité des participants s'est prononcée pour le «statut de travailleur en formation». Les élèves infirmiers (ères) expliquent en effet que pendant les nombreuses heures de stage, ils sont des travailleurs à part entière (puisqu'ils sont les «bouchetrous» du manque de personnel dans les hôpitaux), ils font 40 heures par semaine (étude plus

stage), n'ont qu'un mois de congé par an, etc., etc. Mais, ce qui est très important, les élèves infirmiers (ères) considérent que le «statut étudiant» les couperait des autres travailleurs des hôpitaux en les plaçant dans des conditions différentes, et ceci ils ne le veulent pas. Cette volonté de se mettre au coude-à-coude

ROUEN : Une élève infirmière menacée de renvoi

L'affaire de Rouen a aussi été abordée : il s'ogit d'une élève infirmière de cette ville qui subit des tracasseries policières et risque le renvoi de son école pour avoir manifesté dans la rue avec d'autres travailleurs de la Santé (lors d'une visite de Simone Weil) et pour avoir osé résister aux forces de police venues les réprimer. L'anjeu est important et l'ensemble des participants a commencé à se mobiliser avec détermination.

avec les autres travailleurs de la Santé montre sans conteste la maturité politique du mouvement et de tous les jeunes qui l'impulsent. Tous les élèves infirmiers (ères) présents se sont donnés pour tâche de diffuser au maximum leur projet de statut parmi leurs camarades d'école pour approfondir le débat et réaliser l'unité la plus large possible.

D'autres sujets ont été abordés, mais qui devront être rediscutés, comme par exemple : la nécessité ou non de s'organiser en section syndicale, etc.

UNE UNITE ENCORE PLUS LARGE

Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent à l'issue de cette réunion nationale ? D'abord la mise sur pied d'une coordination nationale pour conserver le contact entre les diverses écoles : une école centralisera le travail dans chaque région, et c'est Nantes qui centralisera pour toute la France. Ensuite, d'autres réunions nationales seront organisées pour débattre des questions qui n'ont pas été (ou peu) abordées cette fois-ci. La prochaine est fixée pour les 28-29 février 1976 à St-Denis, près de Paris.

Mais les élèves infirmiers (ères) considèrent qu'ils ne gagneront pas tout seuls. Il leur faut s'unir encore avec toutes les autres branches des travailleurs sociaux (assistants sociaux, aides soignants, sage-femmes, kinés, aidepuéricultrices, etc.). C'est pour cette raison qu'ils vont participer à une rencontre qui réunira toutes ces catégories de travailleurs, à Limoges, le 18 janvier prochain.

En conclusion, il ressort que le trait dominant de cette réunion nationale, c'est l'enthousiasme. L'enthousiasme de l'unité qui se forge, l'enthousiasme de la lutte pour le respect de ses droits. Nous devons beaucoup attendre de cette jeunesse, car en réalité, ils ne se battent pas uniquement pour leurs propres droits, mais pour quelque chose de plus large, quelque chose qui ressemblerait à un monde meilleur.

Correspondant HR.

USINOR A TRITH-SAINT-LEGER (près de Valenciennes) Pour protester contre toute forme de chômage

Séquestration de membres de la direction

L'usine de Trith-Saint-Lèger emploie 4 300 ouvriers. Le 9 décembre le directeur du personnel du groupe annonçait publiquement l'abandon de la production de la fonte et de l'acier à Trith -St-Léger. Le PDG d'Usinor quant à lui parle d'un plan à long terme de mutations des usines de Valenciennes — soi-disant sans licenciements alors que la suppression de 2 500 emplois a été décidée par la direction générale d'Usinor à Paris.

Les dirigeants syndicaux quant à eux eprotestents... parce que les einstitutions légales de discussion : comité d'établissement, comité central d'entreprise, commissions paritaires» n'ont pas été informées au préalable, en somme parce que la collaboration de classe n'a pas été respectée. La fédération des métaux CGT y va de son petit refrain sur l'intérêt de l'économie nationale, donc de défense de l'économie capitaliste, et propose comme remède : la nationalisation capitaliste.

Mercredi 17 au matin, les ouvriers de l'équipe du matin débrayaient. En même temps avait lieu la réunion mensuelle du Comité d'entreprise, au cours de laquelle M. Diers – le directeur – a annoncé de nouvelles mesures de châmage partiel : 10 jours pour les hauts fourneaux et 6 jours pour le personnel administratif.

Les dirigeants syndicaux ont rédigé un «vœu» (1) dans lequel ils souhaientent que M. Diers annonce les modalités futures d'application de la suppression de 2 500 emplois. En somme, à quelle sauce les ouvriers vont-ils être mangés !

Quant à la classe ouvrière, elle ne se contente pas de ces «remèdes» de charlatan : plusieurs centaines d'ouvriers ont occupé les locaux de la direction, et pendant deux heures ils ont séquestré le chef du personnel et son adjoint dans leurs bureaux.

Samedi 20 décembre 1975 - L'HUMANITÉ ROUGE - page 3

«DOM.TOM» Une seule solution: l'indépendance

Quel avenir pour les «DOM-TOM» ?
Quel que soit le camp dans lequel il se situe,
chacun a parfaitement conscience que
«cela ne peut plus durer ainsi». Et les
tenants du maintien du joug colonial de la
France sur les peuples qu'elle opprime s'agite fébrilement pour trouver une solution
de replâtrage qui puisse encore faire un peu
illusion.

Le gouvernement parle de transformer les «territoires» en «départements» ou bien les «départements» en «territoires», sans exclure pour autant l'hypothèse d'un statut d'«autonomie». Mais le mot «indépendance» lui écorche les oreilles. Envers les masses en colère qui manifestent aux cris «d'indépendance» en déployant le drapeau aux couleurs nationales, il ne connait qu'une réponse : les matraques et les balles des CRS, légionnaires et autres Képis Rouges, les perquisitions, les procès truqués, bref la répression la plus brutale.

LE PCF, CHANTRE DE L'«AUTONOMIE»

L'autonomie, les révisionnistes des deux côtés de l'océan s'en font les chantres, unissant leurs voix à celle de la bourgeoisie monopoliste française pour combattre toute idée d'indépendance. C'est la thèse qu'ils défendent dans le «Progromme commun», par ailleurs fort peu disert sur la question des colonies françaises : 13 lignes en tout, sur un volume de 190 pages y sont consacrées, reléguées à l'avant-dernier chapitre. L'Union de la gauche, y est-il dit, «reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des DOM-TOM. Les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des populations concernées.

»La Guyane, la Martinique, la Guadelotipe et la Réunion seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution».

Il s'agit là d'une position constante des révisionnistes. Au lendemain de l'Indépendance du peuple algérien, arrachée par une longue et dure guerre de libération, Georges Gratiant, dirigeant du parti révisionniste martiniquais affirmait catégoriquement : «Nous n'avons jamais prononcé le mot d'indépendance... si l'on nous accordait la centième partie de ce que les Accords d'Évian prévoient en faveur de l'Algérie, nous serions satisfaits... Personne ne parle de cesser d'être Français.»

A l'issue d'une tournée électorale dans les «DOM-TOM», leur allié, le colonialiste Mitterrand, bourreau du peuple algérien, s'exclamait : «Pour ma part, il me semble qu'ici la population désire pouvoir gérer elle-même ses affaires, sans arriver toutefois à souhaiter la création d'un État indépendant». Mettant les points sur les i, il affirmait que, pour lui, une «indépendance précipitée risquerait d'aboutir à une "catastrophe"»

Enfin en février 1975, une conférence réunissait à Paris les porte-paroles des partis révisionnistes des Antilles et de la Réu-



Face au colonialisme français, les peuples opprimés manifestent pour leur indépendance nationale.

nion, sous la houlette du «parti frère» français. Elle réaffirmait les positions adoptées dans la «Convention de Morne Rouge» en 1971, qui représente la Charte des autonomistes. Rendant compte de cet événement, l'«Humanité» du 7.2.75 reproduisait les mêmes thèses. A la question «Récemment encore le ministre, M. Stirn, déclaraît que l'autonomie débouchait obligatoirement sur l'indépendance, qu'en pensez-vous ?», le secrétaire du PC martiniquais répondait : «C'est une forme de chantage gouvernemental que nous ne suivrons pas. Nous disons en effet, que, dans le cadre de la République française, une formule nouvelle qui ne serait pas celle des TOM, qui permettrait à nos peuples, à la fois d'assumer la responsabilité de la direction de leurs affaires, tout en évitant la séparation avec la France, et par conséquent en restant dans le cadre de la République française, est possible. Nous pensons qu'il suffit de faire preuve d'imagination et de compréhension. D'autant plus que la Constitution de la République française actuelle permet une telle formule.»

Et l'«Humanité» d'approuver cette déclaration en ces termes : «Conformément à sa nature et à sa tradition, le PCF approuve et appuie ces légitimes objectifs. Il le fait à la fois pour des raisons de solidarité totale avec les peuples qui luttent pour leur liberté et pour des raisons d'intérêt véritable de notre pays.»

UN REPLATRAGE COLONIAL

Voilà qui en dit long sur le contenu de la revendication d'autonomie !

Celle-ci ne remet pas en cause fondamentalement la domination de l'impérialisme français mais vise à en aménager les structures en gardant intact le cadre colonial. Elle implique le maintien de l'armée colonialiste dans les «DOM-TOM» sous prétexte de l'agressivité de l'impérialisme américain et sud-africain à leur égard! (Mais pas un mot évidemment sur le social-impérialisme russe. Il est pourtant curieux de constater que la seule colonie française pour laquelle le PCF demande l'indépendance est Djibouti, revendiquée par la Somalie qui a déjà accordé des bases maritimes à l'URSS). Elle prévoie une monnaie restant paritairement liée au franc sous sa forme actuelle, l'impossibilité de conclure des accords financiers avec d'autres pays, la coopération restant, du domaine de l'État français, le maintien de toutes les institutions de l'État colonial français : armée, police, justice, école,...

De cela les révisionnistes s'accomodent fort bien : «certes l'autonomie n'est pas l'indépendance» était-il dit au 3è Congrès du PC martiniquais, «et il est inévitable que, dans ce cadre, le pouvoir colonial conservera certaines prérogatives. Lesquelles ? Il n'est ni opportun, ni possible de les préciser maintenant.»

LA POSITION LÉNINISTE

On est loin on le voit de la position de Lénine pour qui «l'autodétermination n'est pas un simple allègement du lien colonial». Pour lui «par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants.» («Du droit des nations à disposer d'elles mêmes» — mai 1914).

Les tenants de l'autonomie objectent souvent hypocritement que les colonies françaises «ne sont pas viables» en tant qu'États indépendants, incapables de vivre sans aide extérieure. C'est «oublier» que si l'économie de ces pays ést exsangue, c'est essentiellement du fait du pillage impérialiste. L'indépendance ne signifie pas, par ailleurs, l'autarcie. Des accords de coopération peuvent être passés avec d'autres pays voisins, des fédérations se former, mais en respectant certains principes, notamment le refus de toute ingérence et pression d'aucune sorte.

Partout dans les colonies françaises, à l'exemple des Comores, de Djibouti, la revendication d'indépendance nationale s'élève en un seul et puissant cri, mobilisant les larges masses opprimées qui avancent sur le chemin de leur libération, balayant au passage tous les traitres à leur juste cause.





Angola:

Vers une internationalisation du conflit

La réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA qui devait se tenir du 19 au 21 décembre à Addis-Abeba, a été reportée à une date ultérieure en janvier. Ce laps de temps doit servir à faire progresser l'unité de vue des pays africains sur la question angolaise. L'intervention pesante de l'URSS en Angola n'a en effet pas seulement pour objet de diviser les Angolais et de les opposer entre eux, elle tente aussi de porter un coup à l'unité africaine dans son ensemble. Les pays africains ont en effet, jusqu'ici, réagi de façons différentes à cette grossière ingérence du social-impérialisme russe en Angola.

Chars T-34, camions, jeeps, lanceroquettes, armes individuelles et munitions en quantité considérable constituent
la masse des armements que l'URSS fait
parvenir quotidiennement au gouvernement de son protégé le MPLA. Celui-ci a
par ailleurs reconnu pour la première fois
en public la présence de troupes cubaines
– on parle de 3 000 hommes! – combattant en Angola à sa demande.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, outre sa présence avouée le long de la frontière séparant l'Angola de la Namibie, diverses sources d'information font état de la présence de quelques centaines de ses hommes de main à 150 km environ à l'intérieur de l'Angola.

Pretoria continue, au mépris de toute vraisemblance, à nier l'engagement de ses troupes dans la guerre angolaise, tout en admettant que le droit de poursuite à l'égard des combattants de la liberté de Namibie, les guerrilleros du SWAPO, pouvait, le cas échéant, s'étendre au-delà de cent kilomètres au nord de la frontière.

M. Jonas Savimbi, leader de l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) vient de démentir vigoureusement l'accusation faite à son gouvernement de collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud. En prenant congé du général Amin, président de l'OUA, auquel il vient de rendre visite, il a affirmé : «Je suis un Africain qui lutte pour l'Afrique. Nous ne voulons pas combattre le MPLA, mais les mercenaires qui luttent à ses côtés.» Il indiquait d'autre part «qu'après la formation d'un gouvernement d'unité nationale en Angola, il restera à repousser les troupes sud-africaines d'Angola pour réaliser l'indépendance complète».

Dans une déclaration faite à la presse à Paris, le ministre zaïrois des Affaires étrangères a, de son côté, affirmé que ni l'UNITA, ni le FNLA, mouvements soutenus par le Zaïre, n'avaient demandé l'intervention de l'Afrique du Sud.

Il a fait état de certains documents reçus en provenance de l'OUA selon lesquels «certains accords secrets» auraient été conclus entre l'URSS et l'Afrique du Sud. L'URSS, a-t-il souligné, exerce «un impérialisme moyenâgeux et exécrable... elle a pris la relève des États-Unis pour jouer le rôle de gendarme international et exercer une politique de grande puissance».

Sahara occidental :

La Mauritanie ouvre un nouveau front contre le peuple saharaoui

Le F. POLISARIO doit désormais lutter sur deux fronts : au nord du pays, contre les troupes marocaines, au sud contre les troupes mauritaniennes qui ont investi les territoires proches de la Mauritanie. C'est le 10 décembre dernier que l'armée mauritanienne passait à l'offensive contre le peuple du Sahara occidental, en totale coopération avec la monarchie marocaine. Le colonel marocain Dlimi lui-même, impliqué dans l'assassinat de Ben Barka, inspectait le 3 décembre les troupes mauritaniennes.

Cette agression poursuit un double but : soulager le front marocain qui, au nord du pays, doit faire face à une forte résistance des unités armées du F. POLI-SARIO, soutenues par l'ensemble du peuple et accélérer le départ des troupes espagnoles initialement fixé au 22 décembre.

Mais l'armée mauritanienne qui pensait régler l'occupation des petites villes proches de sa frontière «en 24 heures» a du déchanter devant la très ferme résistance populaire rencontrée. Les Mauritaniens avouent 39 morts à Tichla, 27 à la Guera et 2 à Ain Bentili, ainsi qu'un bon nombre de blessés. Elle a même eu la surprise de voir le F. POLISARIO riposter par une attaque en territoire mauritanien: la ligne de chemin de fer de la Miferma, la compagnie des mines de fer mauritanienne, ont été sabotée après de violents combats.

Mais le peuple mauritanien ne suit pas ses dirigeants dans cette guerre d'agression contre un peuple frère. C'est ainsi que les jeunes Mauritaniens effectuant des stages dans les différents centres de formation et écoles d'Algérie ont fait parvenir à la présidence du Conseil de la révolution algérien un télégramme dénonçant l'accord tripartite Espagne-Maroc-Mauritanie, réaffirmant le droit du peuple saharaoui à l'autodétermination et leur plein soutien à son seul et légitime représentant le F. POLISARIO.

CAMBODGE:

LA RECONSTRUCTION VA DE L'AVANT

"Radio Phnom Penh» vient de rapporter que les habitants de la province de Kompong Cham (cheflieu de province, à une centaine de kilomètres au nord-est de la capitale) ont fabriqué de «petits hauts fourneaux» pour fondre éclats de bombes et douilles d'obus. Ils fabriquent ainsi des socs de charrue, des pelles, des pioches et des instruments ménagers.

Mais la métallurgie artisanale n'est pas la seule occupation des habitants de Kompong Cham. La radio indique aussi que l'armée populaire et le peuple de la province ont déjà creusé 92 canaux, dont l'un de 7 km, 37 bassins, et édifié 224 digues dont certaines ont 800 m de long.

PALESTINE :

MANIFESTATIONS ANTI-ISRAÉLIENNES A NAPLOUSE

D'importantes manifestations se poursuivent à Naplouse, en Cisjordanie occupée, pour protester contre les tentatives d'implantation de colons sionistes et contre le projet de création d'une administration locale fantoche dans les territoires occupés.

D'après l'agence palestinienne «Wafa», ces manifestations ne cessent de se développer, provoquant un grand nombre de heurts entre la population palestinienne et les forces sionistes. Les manifestants, regroupant de nombreux étudiants, brandissent des drapeaux palestiniens en scandant des mots d'ordre de soutien à la Résistance palestinienne.

Ces jours derniers, ils ont ouvertement défié les forces sionistes en distribuant des tracts portant les emblèmes du Fath et dénonçant l'occupation illégitime de la terre palestinienne par les sionistes.

CHYPRE:

VERS LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES DEUX COMMUNAUTÉS

Le gouvernement de Mgr Makarios a décidé d'accepter sans réserves la reprise des négociations intercommunautaires pour la recherche d'un règlement politique du problème chypriote. Le leader de la communauté chypriote turque serait lui aussi d'accord pour la reprise de ces négociations.

Celles-ci pourraient débuter à la mi-janvier à Nicosie ou à New-York. Elles seront élargies aux représentants de la Grèce et de la Turquie.

L'objet essentiel des négociations intercommunautaires, suspendues en septembre dernier, porterait sur l'étendue du territoire sous contrôle chypriote turc, après la proclamation d'une république fédérale ou confédérale de Chypre.

NORVEGE:

PAS DE DÉTENTE

Sous ce titre, un éditorial récent du journal norvégien «Oftenposten» écrit : «l'URSS devient la plus grande puissance militaire du monde tandis que ses dirigeants prônent à grands cris la détente. A l'évidence, il n'existe pas aujourd'hui de conditions militaires et politiques pour une détente réelle. Si les pays occidentaux réajustent leur défense en conformité avec la détente non existante, ils se trouveront dans une situation dangereuse et inquiétante pour leur sécurité.»

Samedi 20 décembre 1975 - L'HUMANITÉ ROUGE - page 5

D'après le bilan de l'inspection du travail en 1974 :

PRES DE 600.000 INFRACTIONS COMMISES PAR LE PATRONAT

L'inspection du travail vient de révéler les chiffres de son bilan pour l'année 1974. On compte près de 600 000 infractions commises par les entrepreneurs industriels à la législation du travail, notamment en ce qui concerne les questions touchant à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers et ouvrières, ainsi que sur la réglementation des salaires.

Le bilan note également, que sur ce chiffre, seul 14 000 auront fait l'objet d'un procès verbal ; la justice bourgeoise aura sans doute su étouffer les 586 000 autres... D'autant que sur ces quatorze mille, seulement la moitié déboucheront sur des condamnations.

La note de bilan indique aussi que l'année 1974 aura connu près de 3 400 grèves soit une moyenne de 10 déclenchements de grèves par jour.

Vers un renforcement de la gendarmerie

Mercredi soir, le directeur de la gendarmerie nationale (dépendant du ministère des Armées) a déclaré devant la presse le renforcement prochain de la gendarmerie tant en effectif, qu'en matériel de combat.

LE PORT DE BORDEAUX BLOQUE PAR LES PECHEURS EN LUTTE

Le port de Bordeaux est bloqué jeudi matin par une douzaine de bateaux de pêche, ancrés au travers de la Gironde entre Blaye et Lamarque.

Douze cargos sont en instance de départ dans le port de Bordeaux, tandis que huit autres sont au mouillage en rade du Verdon dans l'attente d'une solution au conflit qui oppose les pêcheurs professionnels de la Gironde aux pouvoirs publics.

Une réunion doit se tenir dans la matinée à la préfecture de la Gironde, à laquelle doivent participer les responsables syndicaux des marins pécheurs professionnels et inscrits maritimes de la Gironde et des représentants de la direction du port autonome de Bordeaux.

On connaît la vocation de «maintien de l'ordre» bourgeois de ce corps d'armée spécialement conçu à cet effet par Bonaparte.

Leurs effectifs seront portés à 90 000 hommes, pour 78 000 en 1974. Une nouvelle école de formation de six mois sera également mise en place.

M. Cochard a annoncé, pour finir, la livraison prochaine à la gendarmerie d'un «très grand nombre de véhicules blindés légers, tandis que seraient multipliées les brigades d'intervention rapide de six gendarmes, opérationnelles 24 heures sur 24 et reliées par radio au siège d'une compagnie... Mesures devant concourir au maintien d'une gendarmerie forte.»

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE EN CHINE :

ENCORE UNE BONNE RECOLTE A TATCHAI

d'après l'Agence Chine-Nouvelle

Dans l'essor du mouvement pour «suivre l'exemple de Tatchai dans l'agriculture», la brigade de production de Tatcha;
(district de Siyang, province du Chansi, Chine du Nord) a arra
ché, cette année encore, une bonne récolte aussi bien dan:
l'agriculture, la sy l'viculture, l'élevage que dans les occupation;
subsidiaires. La production globale de céréales s'est accrue de
7,5 % par rapport à 1974, elle-même année d'abondance. Le
rendement moyen a atteint un peu plus de 8 tonnes par hectare, soit une augmentation de 7,2 % sur l'année dernière, Le
revenu de la sylviculture, de l'élevage et des occupations subsidiaires a augmenté aussi sensiblement sur l'an passé.

La brigade de production de Tatchai est une unité agricole avancée, de renommée nationale. En 1964, le président Mao a lancé ce grand appel : «Que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai». Une conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture a eu lieu en octobre dernier dans le district de Siyang où se trouve cette brigade de production, Elle a appelé le pays tout entier à se mobiliser pour développer en grand l'agriculture et généraliser les districts de type Tatchai.

C'est la 23è récolte excellente que Tatchai obtient depuis la coopération agricole et sa 10è depuis la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

La cellule du parti pour la brigade de production de Tatchai a toujours éduqué les cadres et les paysans dans la ligne fondamentale du parti et les a appelés à en finir avec les idées routinières et à pratiquer la culture scientifique afin d'augmenter la production agricole. La bonne récolte générale arrachée cette année par la brigade de production de Tatchai constitue une nouvelle victoire de la ligne consistant à mettre la politique prolétarienne au poste de commandement dans la production.

Cette année, la sècheresse frappa Tatchai pendant le labourage de printemps : certains cadres, comptant sur des hasards heureux, ne prirent pas les mesures requises. Le résultat fut qu'un grand nombre de semences ne germaient pas. Aidés par la cellule du parti, ces cadres firent leur autocritique et organisèrent les paysans pour replanter les clairières, augmenter les en grais et renforcer la protoction des plantes.

La cellule du parti a étudié consciencieusement la théorie de la dictature du prolétariat et critiqué à fond le capitalisme et le révisionnisme. L'unité révolutionnaire au sein de l'équipe dirigeante, composée de personnes âgées, de personnes d'âge moyen et de jeunes, s'en trouve renforcée davantage. Sous sa conduite, les masses remportent de nouveaux succès dans la révolution et la production.

Depuis la moisson d'automne, tout en matérialisant. l'esprit de la Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai, la cellule du parti a soumis à la discussion des masses la question suivante : «à l'heure actuelle où tout le pays se met à l'école de Tatchai et multiplie les districts de type Tatchai, que doit faire la brigade de production de Tatchai ?» Ensuite, elle a organisé parmi les paysans une discussion sur le thème : «comment l'homme de Tatchai doit-t-il faire ?" La discussion a mobilisé davantage les masses pour mener à bien la production. Dès le début de la moisson d'automne, les paysans de Tatchai se sont divisés en deux groupes : l'un s'est occupé de la moisson pendant que l'autre s'est mis à transformer une vallée en champs.

LES SOVIÉTIQUES BLOQUENT LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ÉGYPTE SUR LA QUESTION DU REGLEMENT DES DETTES

Les négociations égypto-soviétiques sur le problème des dettes et le commerce avaient commencé le 22 novembre dernier. Les négociations sur le règlement des dettes sont au point mort à cause de l'obstination de l'Union soviétique et de sa tactique de continuer à exercer la pression sur l'Égypte sur cette question. Le seul résultat des négociations est le parafe d'un protocole commercial égypto-soviétique pour 1976.

L'opinion publique égyptienne a exprimé son indignation devant l'attitude soviétique sur la question des dettes. L'hebdomadaire égyptien «Akhbar el Yom» écrit dans un article que la demande pour un délai de grace et un remboursement des dettes échelonné à long terme «est tout à fait une pratique commune entre les amis, entre les divers pays et même entre les concurrents. L'Union soviétique elle-même est en train de payer les armements fournis par les Américains pendant la seconde guerre mondiale, et le payement se prolongera jusqu'à l'an 2001. Le réglement de ces dettes durera donc environ 60 ans et plus. Pourquoi l'Égypte ne peut-elle pas jouir d'un pareil privilège ? Voilà qui étonne les gens».

L'article indique que la partie soviétique n'a montré aucun changement dans son attitude qui a donné lieu à «une situation qui fait pression sur l'Egypte». De toute façon, le peuple égyptien a vu une fois de plus la vraie nature de l'hégémonisme de l'Union soviétique et de sa politique du plus fort.



la vie du journal

LA BATAILLE DE L'HUMANITE ROUGE

Le comité de rédaction s'est réuni pour faire un bilan

La prochaine parution de notre journal en format «tabloid» et sa diffusion dans les kiosques de la France entière constitue une nouvelle étape et donc une nouvelle bataille pour tous les militants, sympathisants, lecteurs de notre presse. C'est une bataille financière pour que 25 millions d'ici au 15 janvier nous permettent d'être diffusés et de nous maintenir en kiosque. Mais c'est aussi une bataille sur tous les plans et notamment sur le plan du contenu rédactionnel et de la présentation du journal.

C'est pourquoi le Comité de rédaction a consacré une réunion spéciale de travail à examiner le bilan de son travail pendant le mois de novembre. Pourquoi un tel bilan ? Et dans quel esprit ?

Chacun sait que pour progresser en toutes choses il faut savoir rectifier à temps les insuffisances et déceler suffisamment tôt les erreurs : pour vité sur une période suffisamment longue. C'est alors qu'on voit si on a respecté l'orientation qu'on s'est donnée. C'est ce que nous avons fait par rubrique et sous le double rapport; avons-nous maintenu un point de vue de classe révolutionnaire prolétarien et avons-nous su appliquer un style de masse?

cela il faut examiner son acti-

Ce bilan sur un mois nous avons pu le faire grâce à la collaboration de camarades ouvriers, qui se sont chargés d'enquêter autour d'eux pour savoir comment le journal était reçu et aussi grâce aux nombreuses lettres de lecteurs que nous recevons chaque jour. Nous ferons donc connaître prochainement les résultats de ce bilan et publions ici une contribution technique de camarades journalistes. Dites nous ce que vous en pensez et faites nous vos propositions.

Les choses à conserver :
 La première page est bien équilibrée : édito, gros titre et annonces (manifs, meetings, enquêtes, etc.).

L'éditorial est bien mis en valeur (le cadre à bords ronds est agréable à l'œil).

Le choix du titre de la première est bon, ainsi que sa composition en général.

La mise en page générale s'est nettement améliorée ces derniers mois. La séparation d'articles plus nette, favorise la lecture.

Les tétiéres (entêtes de page) sont très appréciées, elles sont bien faites et guident ainsi l'œil du lecteur.

La page «Enquêtes, reportages, documents» est très lue. Les séries sur le PCF plaisent par leur caractère concret et leur analyse en profondeur.

L'idée d'une bande dessinée est excellente. La réduction de celle sur la vie de Lénine est bien venue.

Les bréves sur les événements à l'étranger sont bien placées, rédigées clairement et bien choisies.

Les choses à éviter :
 Le format est trop petit. Il
limite les possibilités de :

 mise en page aérée, claire, agréable à l'œil;

grosseur des titres ;

- importance (quantitative)

L'actualité en images : les photos sont trop petites, souvent de qualités médiocres et les légendes trop succintes. Surtout, les photos ne devraient être réunies dans une même page, aucune d'elles ne se distingue, c'est une masse sombre.

La dernière page est une page fourre-tout, encombrée, mal mise en page, sacrifiée. Elle est pleine de bouts d'articles (en général) qui n'ont aucun rapport entre eux, et qui sont mélangés. C'est pourtant une page très importante ; une des premières que le lecteur parcourt.

En ce qui concerne la rédaction. Il y a de gros progrès depuis ces derniers mois. Mais, les récits de lutte sont souvent trop longs, manquent de clarté et de précisions. Ils manquent également de mordant. Un style simple, descriptif, plein d'expressions- imagées, peut très bien s'allier à une riqueur et à une clarté indispensables.

La bande dessinée sur la vie de Lénine a été trouvée primaire, didactique, montrant des détails sans importance.

3) Les suggestions :

 L'éditorial devrait être contenu entièrement dans la première page.

 Les titres en général devraient être plus informatifs (éviter les titres-questions qui donnent moins envie de lire l'article que les titres contenant une information.)

- Il faudrait généraliser les chapeaux. Ils améliorent la mise en page, préparent le lecteur à ce qui suit, peut permettre à certains de ne pas lire l'article en entier.

 Les tétiéres pourraient être mises au dessus d'un article, s'il ne nécessite pas une tétiére pour toute la page.

 Les rubriques doivent être placées toujours au même endroit pour faciliter la recherche du lecteur, une lecture plus rapide, et une mémorisation plus efficace.

 Il pourrait y avoir plus d'informations-services, annonces de sorties de films, de bouquins, de spectacles, d'émissions télé, et des critiques télé plus régulières.

 Parfois (souvent méme), un dessin ou une caricature en disent plus long qu'un article.

 Les titres, numéros et dates seraient mieux placés en haut de page. Ils se voient mieux et cela rend plus efficace l'affichage.

 Il serait bon d'utiliser des procédés graphiques pour les titres de rubriques, d'articles, etc. Exemple : Lille.

 On pourrait, dans un article, annoncer les enquêtes de la semaine qui suit.

 La bande dessinée devrait être numérotée.

 En cas de report d'articles sur une autre page : remettre le titre.

Claude François, le père Noël de l'arbre de Noël de Giscard

La bourgeoisie souhaite un joyeux Noel aux travailleurs

Claude François, a fait son chemin depuis le début des années 60. Il a fait le chemin de «vedette» que la bourgeoisie assigne aux artistes. Soit l'artiste s'engage à fond dans ce chemin «glorieux et majestueux», soit sa carrière aboutit très vite dans l'ornière, dans le cul-de-sac ou le terrain vague. Claude François, Clo-clo pour «Ici Paris», est un bon élève qui a droit aux félicitations de la bourgeoisie qui l'emploie et le paye.

Ainsi, pour les fêtes, Claude François a le droit de jouer les pères Noël autour de l'arbre de Noël de la présidence de la République. Cette institution annuelle - que l'on retrouve parfois dans les petites entreprises où le patron joue le paternalisme et le style copaincopain avec les ouvriers est le symbole de l'hypocrisie du capital. On invite des enfants - des enfants de travailleurs en particulier - autour de cet arbre, où ils recoivent des «cadeaux», ont droit aux bisous chaleureux de Mme Giscard («femme oblige») et ont droit également à un petit discours du genre «vous serez de bons petits obéissants, de bons ouvriers obéissants à vos patrons». Ces enfants sont même chargés de remercier le généreux Giscard pour tout ce qu'il fait de bon pour les travailleurs.

C'est le même procédé récupérateur qu'à la CGE, par exemple, où cette année les travailleurs sont invités à s'inscrire au service du personnel pour aller présenter leurs vœux de «bonne année» à Ambroise Roux, PDG de la CGE et haut membre du CNPF.

Aussi pour aider à ce travail réactionnaire, qui ne trompe d'ailleurs pas beaucoup de travailleurs, la bourgeoisie emploie des «chiens de garde» du capital Pourvu d'une image de marque «populaire», de «gentil garçon talentueux et dynamique», Claude François est engagé pour animer cette «soirée», car il plait à la bourgeoisie pour les servi-

ces qu'il lui rend, de matraquage idéologique et de pourriture de la jeunesse : producteur de la revue pornographique «Absolu», Claude François va aider Giscard par ses chansons démagogiques (amour, solitude, famille, etc.) a propager l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie.

Claude François devrait d'ailleurs se proposer pour la fête de «l'Humanité» de septembre prochain. Vu la distribution artistique de la foire des révisionnistes, il a ses chances. Même pratique, même politique. La bourgeoisie, de «gauche» comme de droite, s'attache toujours à tromper la classe ouvrière pour faire passer sa camelote.

Samedi 20 décembre 1975 - L'HUMANITÉ ROUGE - page 7

L'IMPÉRIALISME NE FAIT PLUS LA LOI

Dans la nuit de jeudi à vendredi s'est achevée la Conférence Nord-Sud. Auparavant, dans la journée de jeudi s'était tenue la 3è séance de la Conférence. Les 27 participants y ont notamment examiné la proposition faite par la délégation algérienne de définir précisément, des maintenant, les tâches respectives des quatre commissions créées par la Conférence Ces commissions dont le rôle sera de mener véritablement les négociations entre les 19 pays du tiers monde et les 8 pays capitalistes participant à la Conférence, auront respectivement pour axe de travail les questions de l'énergie, des matières premières, du développement et des affaires financières.

Tout au long de cette séance est apparue clairement la ligne de démarcation entre pays du tiers monde et pays impérialistes. Elle se situait sur la question de l'étendue des mandats à attribuer à chaque commission, les pays du tiers monde exigeant un mandat précis, et les pays capitalistes souhaitant au contraire un mandat large plus susceptible de faire traîner en longueur le dialogue, et donc de maintenir pour un temps encore le statu quo.

La délégation algérienne, en particulier, n'a pas caché son souci d'empêcher les impérialistes, et avant tout la superpuissance US, forcément réticents face au dialogue pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, de faire piétiner la Conférence, de l'engager sur une voie de garage. Souci tout à fait justifié dont diverses prises de position des pays impérialistes devaient confirmer la légitimité. En formulant la proposition visant à ce que des mandats precis soient attribués aux commissions d'étude, la délégation algérienne a contrecarré ces tentatives des pays capitalistes.

L'agence Algérie presse sertice rapporte que, à peine la proposition algérienne était-elle formulée, les pays impérialistes ont tente d'«isoler l'Algérie des autres pays du tiers monde». C'était de leur part oublier que «la proposition de l'Algérie étalt celle d'un ensemble de délégations, prise après consultation des 19» pays du tiers monde. C'était aussi oublier que «l'Algérie s'en tient fermement à la solidarité du tiers monde».

Finalement, grâce à la lutte ferme des pays du tiers monde unis, les pays impérialistes ont essuyé un premier revers. Et vendredi à 4 heures du matin, les principaux points rendus publics du communiqué final de la Conférence indiquaient que «la Conférence a décidé de mettre en œuvre un dialogue international actif sur l'énergie, les matières premières, les problèmes de développement et toutes les questions financières.

"A cette fin ont été créées 4 commissions, qui siègeront périodiquement tout au long de l'année qui vient. Chaque commission comprendra 15 membres : 10 représentant les pays en voie de développement, et 5 les pays développés."

Il était en outre précisé que les 4 commissions se réuniraient à Paris, le 11 février 1976, et qu'auparavant, sun groupe de coordination aura mis au point le 26 janvier les différents sujets susceptibles d'être évoqués par les commissions. Ce groupe de coordination sera composé des deux co-présidents des commissions : Etats-Unis et Arabie saoudite pour la commission sur l'énergie, Japon et Pérou pour les matières premières, CEE et Algérie pour le développement, et CEE et Iran pour les problèmes financiers. Il est entendu que les membres des commissions participeront en retrait à ce groupe. »

Enfin, il était annoncé qu'eune réunion des pays du tiers monde est également prévue pour le début du mois de janvier afin de coordonner leurs positions.»

Les pays du tiers monde viennent donc de remporter une victoire. Bien sûr, ce n'est qu'une première victoire. Le véritable dialogue de fond n'est pas entamé, et sur les points débattus lors de ces 3 premières séances, les pays du tiers monde ont consenti certains compromis. Il n'en reste pas moins qu'ils ont contraint les pays impérialistes à d'importants reculs. Il n'est que de voir la composition des commissions, chacune comptera 10 délègués du tiers monde contre 5 du monde capitaliste. Mais surtout la Conférence ne s'engage pas sur une voie de garage comme l'aurait souhaité la superpuissance US.

Et, au cours de la Conférence, les 19 participants du tiers monde ont renforcé leur unité dans la lutte, l'annonce d'une réunion au cours des premiers jours de janvier marque également leur volonté de s'unifier toujours plus pour porter des coups encore plus forts et efficaces au système impérialiste mondial.

La superpuissance impérialiste qui participe à la Conférence Nord-Sud a bien essayé de manœuvrer pour qu'elle ne progresse pas, mais elle a elle-même subi un échec. Commentant le discours prononcé par Kissinger lors de la première séance, le Journal de Téhéran (Iran) écrivait jeudi : «L'objectif poursuivi par le chef de la diplomatie américaine est clair . dissocier les membres de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole) des nations du monde rattacher ces tiers dernières aux pays industria-lisés.» Il apparaît clairement aujourd'hui que cet objectif n'est pas atteint.

La Conférence qui s'est achevée hier à Paris marque un premier pas. Les étapes à venir verront une lutte encore plus acharnée entre le tiers monde et l'impérialisme, mais il est sûr que les peuples sauront infliger à l'impérialisme de nouvelles défaites.

HLM:

LES HAUSSES DE LOYERS POURRONT DEPASSER 7,5 %

Les organismes HLM pourront désormais appliquer une augmentation des lovers supérieure à 7,5 % pour la période allont de juillet 75 à juillet 76. Ainsi, alors que le chômage frappe de nombreux fayers, que nombre de travailleurs ne sont plus en mesure de payer leurs loyers, que les saisies se multiplient, le gouvernement et la Fédération des Offices HLM décident d'aggraver encore plus la situation des travailleurs. Gageons que ceux-ci seront de plus en plus nombreux à s'organiser et à agir pour refuser les hausses.

ESPAGNE : LES REVISIONNISTES ACCLAMENT LA POLICE

Aux cris de «réconciliation» des manifestants appartenant à la «Junte démocratique» à laquelle adhère le faux parti communiste de Carrillo ont acclamé la police au cours d'une manifestation publique mardi dans les rues de Cordoue.

La police a demandé aux organisateurs de veiller au «bon ordre» de la manifestation. Les manifestants ont alors applaudi la police en criant «réconciliation», avec cette police qui durant quarante ans a exercé une répression sauvage centre le peuple.

Pendant ce temps, des centaines d'antifascistes sont toujours emprisonnés, certains risquant toujours la peine de mort.

Par ailleurs jeudi soir des commandos des «Guerrilleros du Christ-Roi» ont attaqué une manifestation pour l'amnistie à Madrid. On signale des blessés. La police a procédé à l'arrestation de manifestants.

SUITE DE L'EDITORIAL

Il fallait bien que le PCF, qui cherche à apparaître comme le uparti des libertés» pour mieux tromper son monde, semble prendre ses distances vis-à-vis de crimes aussi flagrants. C'est là ce qui lui vaut ce rappel à l'ordre de «La Pravda».

On touche là à une contradiction dans laquelle se débat le PCF et qui est la source des querelles qui agitent sa direction. D'une part il représente les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie liée au social-impérialisme russe et qui a besoin de l'appui de ce dernier pour accèder au pouvoir et y rester.

Mais d'autre part, pour accéder au pouvoir, il doit aussi chercher à se donner une façade «démocratique» et sembler critiquer les aspects les plus visibles du social-fascisme qui règne en URSS, afin de tromper le peuple. Car personne ne veut d'un esocialismes à la Brejney. Il doit encore donner l'illusion de son indépendance vis à vis de l'URSS afin de chercher à mystifier les travailleurs et rassurer ses alliés d'autres partis bourgeois. Cela ne peut convenir à l'URSS qui exige des partis prosoviétiques une soumission à 100 % et qui le leur rappelle chaque fois que c'est nécessaire.

C'est ainsi que font les maîtres quand les valets en prennent un peu trop à leur aise.

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale décide : ISRAEL DOIT CESSER D'UTILISER L'AEROPORT DE JÉRUSALEM

Réuni à Montréal, le Conseil exécutif de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) a voté une résolution exigeant que l'Etat d'Israël cesse ses opérations à l'aéroport de Jérusalem, a déclaré, jeudi le délègué égyptien auprès de l'OACI, M. Hassan Selim.

Selon M. Selim, le conseil aurait voté une résolution égyptienne en ce sens par 17 voix contre une (Etats-Unis), deux abstentions, dix délégués étant absents.

Une résolution semblabe avait été ador la la la la la la la dernière assemblée genérale des 152 États membres de l'organisation en septembre 1974. Selon cette résolution, aucun pays no peut opérer ou donner la permission d'opérer des services aériens à

l'aéroport de Jérusalem sans l'autorisation des autorités jordaniennes.

Or, selon M. Selim, qui donnait une conférence de presse après la réunion du conseil, seuls les Israéliens utilisent cet aéroport, conquis pendant la «Guerre des six jours» en 1967, après l'avoir rebaptise du nom d'Atarot.

M. Selim a ajouté qu'il avait présenté au conseil cette résolution parce que les Israéliens n'avaient pas mis en application celle qui a été votée en 1974. Une résolution impliquant des sanctions sera soumise à la prochaine assemblée générale de l'organisation, prévue en 1977, si les Israéliens refusent toujours de se soumettre à la décision du conseil, a poursuivi M. Selim.